

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ESSO S.A.F.

28 avenue de Fondeyre
31200 Toulouse

Références : CD/2023/706
Code AIOT : 0006802379

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2023 dans l'établissement ESSO S.A.F. implanté 28 avenue de Fondeyre 31000 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre d'une action régionale visant à tester le POI d'exploitants Seveso, par la réalisation d'un exercice inopiné, en heures ouvrées ou hors heures ouvrées. Un courrier a été adressé préalablement à l'ensemble des établissements Seveso de la région (seuil haut uniquement en 2023) pour les informer de cette action régionale et en préciser les limites. Cette information a été également communiquée aux SDIS et aux SIDPC, avec un relai vers les forces de l'ordre, leur demandant à tous de ne pas intervenir dans ces exercices dédiés uniquement au contrôle de la mise en application du plan d'opération interne (POI) par les exploitants. Dans le cas présent, l'exercice inopiné de la présente inspection s'est déroulé en début de soirée, soit hors heures ouvrées. L'exploitant n'a été informé ni de la date, ni du scénario de cet exercice.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSO S.A.F.
- 28 avenue de Fondeyre 31000 Toulouse
- Code AIOT : 0006802379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ESSO S.A.F. exploite un dépôt pétrolier qui comporte des bacs d'hydrocarbures, des postes de réception de produits par camions ou wagons citernes, et des postes automatisés de chargement en hydrocarbures des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour son stockage d'hydrocarbures et pour ses installations de déchargement et de chargement desservant son stockage d'hydrocarbures.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action régionale POI hors heures ouvrées.

Textes réglementaires applicables :

- Code de l'environnement,
- Arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)	Autre du 16/07/2013, article L.515-41	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
5	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
6	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
7	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
8	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
9	Etat des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le POI a été correctement mis en application. Le contenu du POI, au regard du scénario, est apparu adapté.

L'exploitant réalise plusieurs exercices par mois ce qui permet au personnel du site d'être familiarisé à la mise en oeuvre du POI. De plus les gardiens sont régulièrement formés également à l'application des fiches réflexes.

L'inspection a relevé que les mises à jour des POI ne sont pas systématiquement transmises à la DREAL. Ce point devra appeler plus de vigilance de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de Plan d'Opération Interne (POI)

Référence réglementaire : Autre du 16/07/2013, article L.515-41
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.
Constats : Le site ESSO à Toulouse dispose d'un POI permettant de réaliser les actions nécessaires en cas d'accident. Il est composé d'une présentation du site, des schémas d'alerte en heures ouvrées et heures non ouvrées accompagnés des messages type de diffusion de cette alerte, des différents scénarios d'accident accompagnés de fiches réflexes, des fiches de mission de chaque protagoniste en cellule de crise. Le POI à disposition à l'Unité interdépartementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège date du 1er décembre 2021. Or l'exploitant dispose d'une version mise à jour le 1er avril 2023. Il est demandé à l'exploitant de transmettre le POI à jour à la DREAL dans les plus brefs délais. De plus le POI dispose de fiches de missions pour chaque fonction occupée par les cadres ESSO en cellule de crise. Il a été constaté que la fiche de mission de la fonction « relation extérieure » est manquante.
Observations : L'exploitant regardera l'opportunité de réaliser une fiche de missions pour la fonction « relation extérieure ».
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.
Constats : L'inspection s'est déroulée en dehors des heures ouvrées. Seul le gardien d'une société extérieure était présent sur le site. Le gardien a indiqué avoir reçu une formation réalisée par sa société dont le contenu est validé par ESSO. Cette formation sur trois semaines est une formation de terrain réalisée en compagnonnage avec un autre gardien plus expérimenté. Elle est ensuite validée par un questionnaire passé avec le chef du dépôt ESSO à Fondeyre et d'un test en situation d'accident. A la demande d'ESSO, les gardiens sont régulièrement testés sur les conduites à tenir en cas d'accident, d'intrusion... par une personne de la société de gardiennage en lien direct avec la société ESSO. Le questionnaire est également renouvelé a minima une fois par an. Le directeur des opérations internes est un des cadres de la société ESSO de Toulouse. Il existe un planning d'astreinte où chaque cadre est d'astreinte à tour de rôle. Le site réalise un exercice POI chaque mois en respectant le planning d'astreinte. Chaque DOI est régulièrement entraîné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article I > 5.
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.

Constats : L'inspection est arrivée devant le site ESSO à 21h20 et a été accueillie par le gardien de nuit. Les consignes ESSO n'autorisent pas l'accès au site d'une personne extérieure sans la présence d'une personne de la société ESSO.

Le gardien a prévenu le cadre d'astreinte ESSO de notre présence à 21h28. L'astreinte est arrivée à 21h51 soit en 23 minutes. L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, indique qu'une personne apte et formée doit être présente en moins de 30 minutes. Ce délai a donc été respecté.

Une fois entrés sur site, l'exercice est lancé par l'inspection. Il est demandé au cadre d'astreinte de jouer comme s'il était encore chez lui et pas encore informé de l'évènement.

A 21h56, le gardien est informé par l'inspection que l'alarme au bac 13 se met à sonner. Le gardien appelle tout de suite le cadre d'astreinte pour l'informer de la situation. Celui-ci lui demande de réaliser la levée de doute et lui rappelle de s'équiper (blouse, PTI, casque...).

Les deux personnes restent au téléphone.

A 22h00, le gardien indique au cadre d'astreinte qu'il voit des flammes dans la cuvette de rétention du bac 13. Le cadre d'astreinte lui demande de retourner au poste de contrôle et d'activer le bouton B08 : feu de cuvette TK11, TK12, TK13.

Il s'agit de la mise en œuvre des moyens fixes, en l'occurrence de la couronne d'arrosage à mousse. L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, impose que les moyens fixes doivent être mis en œuvre en moins de 15 minutes. Le bouton a été activé à 22h02 soit en 6 minutes.

A 22h04, le gardien contacte le SDIS via une ligne directe. Le gardien donne l'ensemble des informations contenues dans le message type qu'il a préalablement rédigé avec l'aide du cadre d'astreinte qui est resté au téléphone avec lui (fiche POI contenant un message type à choix multiple en fonction de la typologie d'accident).

A 22h16, le gardien prévient l'astreinte de la DREAL et le cadre d'astreinte arrive sur site (simulation des 20 minutes de trajet).

A son arrivée, un échange a lieu entre le cadre d'astreinte et le gardien sur les actions engagées. Le cadre d'astreinte demande au gardien de ne pas appeler la préfecture (contrairement à ce qui est indiqué sur sa fiche de missions) mais d'aller chercher le tableau utilisé en cellule de crise pour faire un point de situation puis de se positionner à l'entrée pour accueillir les pompiers.

Le cadre d'astreinte appelle la préfecture à 22h19.

Fin de l'exercice.

Observations : La nouvelle fiche mission du gardien prévoit de nombreux appels à réaliser par le gardien. Lors de l'exercice, tous n'ont pas été simulés et l'un a été réalisé par le cadre d'astreinte ESSO.

De même le déclenchement du POI n'a pas été formellement acté lors de l'exercice même si, dans les appels à l'astreinte DREAL et à la Préfecture, cette information a été donnée.

Il serait intéressant que l'exploitant vérifie la pertinence des actions relevant du gardien et/ou du DOI et la cohérence du contenu entre les fiches "appel des secours" du gardien et la "check-list des opérations" (dans le cas présent celle du feu du bac 13).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : Le cadre d'astreinte, selon la check list des opérations "feu de bac 13" , suite à l'appel et à la levée de doute du gardien, prend la décision de déclencher ou non le POI à son arrivée sur le site. Cette décision n'a pas été jouée de façon très claire lors de l'exercice (cf. observation formulée dans la fiche précédente) C'est également lui qui a demandé au gardien de déclencher les moyens fixes de sécurité suite à la levée de doute réalisée par le gardien. Le cadre d'astreinte, à son arrivée, en moins de 30 minutes, prend le rôle de DOI, échange avec le gardien et débute une retranscription de la situation et des actions engagées sur un tableau dédié à la gestion de crise. Ce tableau a été demandé par le SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention
Constats : Le gardien a dans sa fiche réflexe la mission de contacter la préfecture en cas de déclenchement du POI. Or lors de l'exercice, le DOI a demandé au gardien de ne pas le faire et a pris à sa charge cette mission. En cas de non maîtrise de l'accident en cours, le DOI (cadre d'astreinte) en lien avec le chef de commandement du SDIS, contacte la préfecture pour rendre de compte de la situation. Le préfet a ensuite les éléments en main pour décider de basculer ou non en PPI.
Observations : L'exploitant jugera de la pertinence de maintenir l'appel à la préfecture dans la fiche réflexe du gardien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles
Constats : La fiche "appel des secours" prévoit que le premier contact avec la préfecture doit être réalisé par le gardien (Cf. constat précédent). Or lors de l'exercice, c'est bien le DOI qui a contacté la préfecture et l'a informée de la situation (feu dans la cuvette du bac 13, moyens fixes déployés, SDIS contacté). L'exploitant a indiqué que c'est le DOI qui doit informer par la suite la préfecture du déroulé de l'accident..
Observations : Le rôle du DOI avec les instances extérieures n'est pas formalisé dans la fiche de mission. Il existe une fonction « relation extérieure » dont la fiche mission n'a pas été réalisée. Il serait opportun de bien définir les rôles de chacun.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contenu POI : articulation avec SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention
Constats : Lors de l'appel au SDIS (réalisé par le gardien conformément à sa fiche réflexe et au message type), le gardien indique au SDIS quelle entrée sur le site doit être empruntée. Ce point a correctement été réalisé lors de l'inspection. Le gardien a ensuite pour mission d'accueillir le SDIS. A leur arrivée, le gardien leur indique les emplacements pour se garer et se rendre au poste de commandement où un point de situation est effectué avant d'engager les actions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks à jour disponible à tout moment. L'état des stocks du 29 août 2023 était disponible au moment de l'inspection. Un état des stocks à jour est affiché sur un tableau dans la salle de contrôle qui sert également de salle de crise. De plus la version informatique est transmise par mail chaque soir au cadre d'astreinte. Même en cas de perte d'utilité sur le site, l'état des stocks est disponible pour les services de l'état et le tableau récapitulatif est un atout pour la cellule de crise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Etat des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks qui reprend l'ensemble des remarques de la précédente inspection et qui répond à l'article sus-visé.</p> <p>Il dispose également d'un état des stocks vulgarisé pour la communication au public.</p> <p>Cet état des stocks a été communiqué par mail le 30 août 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet